

L'Adresse—M. Marchand (Langelier)

Lisons simplement le rapport de l'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme . . .

Qui est responsable? Il ne m'intéresse pas, monsieur le président, de faire enquête. Ce qui nous intéressait, c'était de corriger cette situation-là graduellement, non pas en arrivant ici d'un coup de force et en disant: Voici, messieurs, on veut rétablir l'équilibre. On a voulu procéder très graduellement, de façon que les francophones, à Ottawa, se sentent dans leur pays.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Marchand: Ce problème était bien réel. Il y avait aussi le problème de Hull. Ottawa se développait très bien. Tant mieux! Je suis le premier à être fier de notre belle capitale, construite en grande partie avec l'argent de tous les Canadiens, par le truchement de la Commission de la capitale nationale. Je ne suis pas jaloux; je suis heureux de voir que nous avons une belle capitale. Toutefois, il existait un problème: tous les Canadiens français étaient entassés dans une petite ville, en face d'Ottawa, qui s'appelle Hull, et qui ne se développait pas du tout. Un de nos objectifs fut non pas de priver Ottawa de son développement normal, mais d'essayer de faire certaines choses à Hull pour que les francophones aussi soient un peu fiers de leur ville.

Des voix: Bravo!

• (1220)

L'hon. M. Marchand: Je ne dirai pas, étant donné que j'ai été responsable de la Commission de la capitale nationale, toutes les vexations dont j'ai été victime à cause de cela.

D'abord, je m'y attendais. Au fait, quand j'ai été élu député à Ottawa, je ne m'attendais pas que tout le monde nous tomberait dans les bras. Il est clair que certains ne comprennent pas, mais j'ai été tout de même content, car dans l'ensemble, je crois que les anglophones d'Ottawa ont assez bien compris le rôle qu'on a voulu y jouer, et ils nous ont appuyés. Non seulement nous ont-ils appuyés, mais ils nous ont même accordé une très grande sympathie.

Nous avons rencontré du fanatisme, sans doute, et nous allons en rencontrer encore, mais, enfin, c'est dans la nature des choses de ne pas comprendre les problèmes de tout le monde, et je le reconnais. C'est vrai d'ailleurs pour chacune de nos régions. Avant que j'aie dans les provinces Maritimes, j'en avais une notion tout à fait différente de celle que j'ai présentement. Maintenant, je comprends les gens de ces provinces, je comprends pourquoi quelques-uns semblent gueuler plus fort que les autres: ils sont en butte à des problèmes plus aigus que les autres. Il y en a qui, en dehors du Québec, ne comprennent pas ce qui se passe dans cette province, et c'est à ce stade que je me hasarde sur un terrain plus délicat.

Ce qui s'est passé au cours de la dernière campagne électorale, je vais en parler tout simplement. Hier, on nous a déclaré la guerre à la suite de la distribution d'un certain film. D'ailleurs, c'est l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) qui nous a dénoncés, lui qui devient la nouvelle caution du parti conservateur progressiste dans la province de Québec. Il a fait cela parce que nous avions produit un film où figuraient quatre ministres

[L'hon. M. Marchand.]

canadiens-français. Or, il y a deux ou trois jours, j'ai rencontré l'honorable député du Yukon (M. Nielsen) et lui ai dit que je lui expédierais le film accompagné d'une lettre et de la trame sonore.

Une voix: Il y a quatre jours de cela.

L'hon. M. Marchand: Oui, mais, de toute façon, l'honorable député de Saint-Hyacinthe a déclaré, à 6 heures hier soir, qu'il ne l'avait pas reçu. Seulement, le député de Yukon . . . il n'a d'ailleurs jamais été question que j'envoie ce film au député de Saint-Hyacinthe, car j'avais dit que je l'enverrais au parti conservateur progressiste. L'honorable député de Saint-Hyacinthe constituerait-il, à lui seul, le parti conservateur progressiste?

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Non.

L'hon. M. Marchand: Non? Alors, de toute façon, on a fait un film pour prouver quoi? D'abord . . .

[Traduction]

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, je vous prie de m'excuser de vous interrompre sur une question de privilège. Je crois utile de préciser que ce film m'a été envoyé sur ma demande, demande que j'avais formulée au cours d'une conversation avec le ministre. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) ne l'a appris qu'il y a vingt minutes.

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, on nous a d'abord présentés comme le symbole de ces exploiters canadiens-français d'Ottawa qui voulaient avoir du poids, et on a dit qu'il n'avait été montré que dans la province de Québec, et en français.

D'abord, cela n'est pas vrai, pour la gouverne de «monsieur l'ancien juge». Le 3 octobre dernier, entre 10 heures et 10 h. 15 du soir, ce film a passé sur tout le réseau français, c'est-à-dire dans la province de Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Ontario. Si on l'a caché, on l'a certes caché loin!

M. Wagner: Il a passé en français, mais pas en anglais.

L'hon. M. Marchand: Il a passé en français, en effet, mais pas en anglais. J'en ai donné un exemplaire au député; qu'il se charge de le traduire. Je vais dire cependant pourquoi il n'a pas passé en anglais.

M. Wagner: Nous écoutons.

L'hon. M. Marchand: L'honorable député a prononcé son discours, qu'il me laisse maintenant prononcer le mien.

Je vais dire à quel problème il nous fallait faire face lors des dernières élections dans la province de Québec: Ce n'était certes pas la nouvelle vedette du parti conservateur progressiste qui nous faisait peur. Au fait, elle ne nous a pas dérangés du tout. Ce n'était pas non plus le Crédit social, qui était limité, à notre avis, au point de vue électoral, à certaines régions, et ils ont à peu près réussi ce qu'ils tentaient. Alors, je les félicite de leur succès électoral.

De toute façon, quel était notre problème? C'était de répondre aux objections d'un autre parti qui n'était pas, lui, dans la bataille, et qui disait à tout le monde: Ces gens-là ne représentent rien à Ottawa. Ce sont des «pions» aux mains des anglophones, ils n'accomplissent rien.